

ÉDITORIAL **Deux conditions pour davantage de sécurité**



CLAUDE GOASGUEN
ANCIEN MINISTRE
DÉPUTÉ-MAIRE DU 16^e
ARRONDISSEMENT

Cet automne, le Parlement devra se prononcer sur un nouveau statut de la capitale. Ce texte prévoit notamment de transférer à la maire de Paris certains pouvoirs détenus par le Préfet de Police. Madame Hidalgo récupèrera ainsi la tutelle des 1500 agents de surveillance de Paris (ASP), qu'elle entend utiliser à une verbalisation accrue du stationnement mais aussi à la lutte contre les « incivilités ».

Il faudra deux conditions pour que cette réforme se traduise par plus de sécurité pour les Parisiens. D'abord que l'on prenne le mot « incivilités » dans son sens le plus large, en y incluant par exemple l'occupation illicite de halls d'immeuble ou la mendicité agressive ; et surtout que l'on pose la question d'une vraie police de proximité au niveau des arrondissements, dont la maire de Paris ne veut pas entendre parler tant la centralisation est pour elle un dogme. Il ne servirait à rien de passer d'une centralisation préfectorale à une centralisation municipale issue du

beffroi de l'Hôtel de Ville. Les arrondissements sont de fait les mieux placés pour gérer une police de proximité : or, dans ce domaine, proximité et efficacité vont de pair.

Focus sur...

Le Red Star à Jean-Bouin

Comme d'habitude, le 16^e arrondissement a été mis devant le fait accompli. C'est par voie de presse que ses élus et ses habitants ont appris que la maire de Paris avait signé le 8 juin une convention d'occupation du stade Jean-Bouin avec le Red Star Football Club. Pourtant, lors de la construction du nouveau Jean-Bouin, en 2013, on nous avait vanté ce « *temple exclusivement dédié au rugby* » ! Quant à ceux qui osaient le trouver surdimensionné par rapport à son club résident, le Stade Français Rugby, ou qui s'étonnaient qu'on construise un stade de 20 000 places « collé » au Parc des Princes, saturant ainsi le quartier de la Porte Molitor, alors qu'un équipement comme Charléty est notoirement sous-utilisé, ce n'étaient qu'esprits chagrins ou anti-sportifs notoires...

Mais la réalité a la vie dure : le Stade Français Rugby ne suffisant pas à assurer la viabilité économique de Jean-Bouin, la Ville de Paris cherche à rentabiliser son investissement. Tant

pis pour les riverains, parisiens comme boulonnais, déjà pénalisés dans leur vie quotidienne les soirs des matches à domicile du PSG, qui devront accueillir en plus, d'autres soirs, les 5000 supporters du Red Star et les 1000 attendus de leurs adversaires ! Et ce n'est pas la réunion organisée à la Préfecture de Police, le 7 juillet, qui aurait pu les rassurer. On y a appris que le premier match se jouerait le 30 juillet contre Auxerre, ce qui laissait tout juste trois semaines pour effectuer les travaux de sécurité nécessaires dans le stade et organiser les services de police en conséquence...



Deux grands stades « collés » l'un à l'autre. (DR)

Un premier bilan de l'action du GPIS dans le 16^e



GÉRARD GACHET
ADJOINT AU MAIRE
CHARGÉ DE LA SÉCURITÉ

Grâce à l'obstination de Claude Goasguen, notre arrondissement fait désormais partie de ceux dans lesquels intervient le GPIS (groupement parisien interbailleurs de surveillance), chargé de sécuriser les logements sociaux. Depuis l'été 2015, ses hommes patrouillent la nuit dans l'ensemble du 183 boulevard Murat et peuvent également se déplacer sur appel des locataires : la plupart des habitants reconnaissent que leur présence et l'action de la police ont permis d'améliorer une situation difficile, même si beaucoup reste à faire dans ce quartier.

Pour la première fois, une « réunion technique d'arrondissement » s'est tenue le 14 juin à la mairie du 16^e, en présence des représentants du GPIS, du commissariat central, de la DPP et de Paris-Habitat. Cette réunion a permis d'examiner la situation actuelle, mais aussi d'évoquer une extension de l'action du GPIS dans d'autres ensembles sociaux du 16^e où le besoin s'en fait sentir.

En bref... En bref... En bref...

Centre d'hébergement. Déboutées par le tribunal administratif de leur demande en référé de suspension des travaux, les associations de défense de l'environnement et de riverains, qui luttent contre le projet d'implantation d'un centre d'hébergement de migrants et de SDF sur un espace vert classé du Bois de Boulogne, avaient fait appel de cette décision devant le Conseil d'Etat. Au cours d'une « procédure préalable d'admission », le 9 juin, ce dernier a rejeté leur pourvoi, rendant possible la poursuite des travaux. Reste à attendre le jugement au fond, qui interviendra ultérieurement.

Obus au Bois. Lors de sa patrouille dans le bois de Boulogne, un équipage de la Direction de la Prévention et de la Protection (DPP) de la Ville de Paris a découvert, le jeudi 23 juin en début d'après-midi, un obus au niveau de la route des Lacs. Aussitôt contactés, les services du déminage de la Préfecture de Police ont emporté l'engin dans un container sécurisé. Il s'agissait d'un obus de 75mm de fabrication française, datant de la première guerre mondiale.

Massage interdit. Après le salon « Muse » de la rue Lauriston, dont nous avons annoncé la fermeture administrative dans notre dernier numéro, le Préfet de Police a informé Claude Goasguen, par un courrier du 9 mai, qu'il avait pris une mesure semblable, après enquête menée par le 1^{er} District de Police Judiciaire, à

l'encontre du salon « Détente Rive Gauche », 33 rue Chanez, pour « faits de proxénétisme aggravé, infractions liées au travail illégal et emploi d'étrangers en situation irrégulière ».

Feu au marché. Alors que le marché Saint-Didier est actuellement fermé au public pour travaux, un incendie s'y est déclaré le jeudi 30 juin vers 14h30. L'origine du feu, qui est parti d'une poubelle, n'a pas été déterminée, mais l'endroit est régulièrement squatté par un groupe de SDF alcoolisés et violents qui sévissent rue Mesnil, comme nous l'avons dénoncé à maintes reprises. L'incendie n'a heureusement pas fait de victimes et n'a pas endommagé la structure du bâtiment.

Nuit agitée. Au cours de la nuit du 27 au 28 juin, une cinquantaine de vitres des serres d'Auteuil ont été cassées, les dégradations n'ayant été constatées que le matin à la prise de service du personnel ; la même nuit, une douzaine de véhicules ont été endommagés à l'intérieur d'un parking privé situé au 11, rue de la Faisanderie. Un même groupe pourrait être à l'origine de ces malversations.

16, la lettre d'information *sécurité* du seizième arrondissement

Lettre mensuelle éditée par la Mairie du 16^e
Numéro 62 / juillet-août 2016

Directeur de la publication : Claude GOASGUEN

Rédacteur en chef : Gérard GACHET

Conception et réalisation : Damien BARON

Contact : 01 40 72 16 13

**Pour recevoir cette lettre par Internet,
inscrivez-vous sur <http://mairie16.paris.fr>**